



12.10.2017-Yaoundé/ Les assises qui ont drainé 24 hauts cadres de la police africaine au palais des Congrès de Yaoundé depuis mardi, sont organisées par l'Organisation internationale de la police criminelle (OIPC-INTERPOL).

Conjuguer des efforts communs et renforcer les systèmes d'information face aux menaces terroristes en Afrique centrale et de l'Ouest. Tel est le fil conducteur des travaux placés sous le haut patronage du chef de l'État Paul Biya, et ouverts par le ministre de l'Administration territoriale et de la décentralisation, René Emmanuel Sadi. Cette rencontre de haut niveau permettra aux experts d'échanger et de partager leurs connaissances pour limiter au maximum les pratiques du terrorisme à l'échelle du continent africain. Les derniers participants à cette réunion arrivent à Yaoundé d'ici la fin de la journée.

En effet, l'INTERPOL est une organisation créée en 1923 afin de promouvoir la coopération policière internationale. Depuis 1947, elle joue un rôle majeur dans le combat mené contre le commerce illicite de biens culturels en collaboration avec l'UNESCO. INTERPOL s'est alors dotée d'un système d'information extrêmement

efficace, composé d'une base de données mondiale regroupant plus de 35.000 objets culturels volés à travers la planète, et accessible au grand public depuis 2009.

Ces assises de Yaoundé se tiennent dans un contexte où les attaques terroristes ne cessent de se multiplier et de semer la psychose dans les pays d'Afrique du Centre et de l'Ouest. S'adressant le 22 septembre dernier à la communauté internationale du haut de la tribune des Nations-Unies à New-York, le chef de l'État, Paul Biya, regrettait que «le nombre de victimes de Boko Haram dans le bassin du Lac Tchad est estimé à 2000». Même si l'ennemi présente des signes de faiblesse, les populations de la région de l'Extrême-Nord du Cameroun, du Nord du Nigeria et de l'Ouest du Tchad, craignent pour leur vie au quotidien, à cause des incursions de Boko Haram. Le gouvernement reste donc préoccupé par cette situation ainsi que la prise en charge de 350.000 réfugiés. D'où l'appel du président de la République à «une mobilisation générale accrue» de la communauté internationale face à une menace globale.

Source: CRTV

---